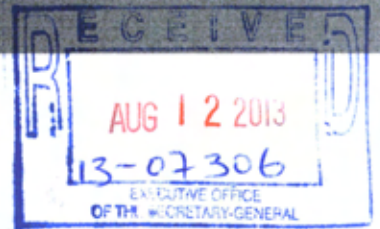


# Mouvance RAVALOMANANA

Courriel : kmnr.nasionaly@gmail.com



(email) ACTION  
COPY

Mr Feltman / w  
encl. A  
DSG  
AG

Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies

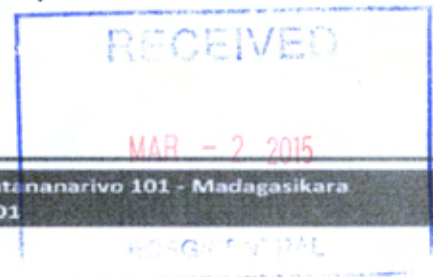
01/08/13

Objet : Saisine de la Commission de vérification des pouvoirs conformément aux Articles 27 à 29 du Règlement intérieur de l'Assemblée Générale des NU

La Mouvance Ravalomanana voudrait attirer votre attention sur le fait que la Mouvance tient à saisir la Commission de vérification des pouvoirs aux fins de faire une objection officielle à ce que les dirigeants actuels du régime de la transition, plus spécialement, Monsieur Andry Nirina Rajoelina, Président de ladite transition, ne puissent participer à tous les travaux de la Soixante-huitième session de l'Assemblée Générale aux motifs exposés dans le Mémoire « Sur les causes de l'impasse actuelle de sortie de crise à MADAGASCAR » que vous trouvez ci-joint .

La mouvance tient à renouveler toute sa confiance et sa reconnaissance à la Communauté internationale pour tous les efforts qu'elle a déployés en vue de la démocratie et au rétablissement de l'ordre constitutionnel à MADAGASCAR.

La Mouvance Ravalomanana invite instamment les membres de cette Commission à faire preuve de célérité et de responsabilité pour des recommandations expresses auprès de l'Assemblée générale face à toutes les violations manifestes et répétées de l'Etat de droit, de la démocratie et des droits de l'homme commises par les détenteurs actuels du pouvoir.



POL1081003



Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire part de la teneur du présent document à tous les Membres de la Commission.

La Mouvance Ravalomanana

(Signé) Henri Roger Ranaivoson

Antananarivo, 01 Août 2013

Pièces jointes : (1) Feuille de Route signée le 16 Septembre 2011

(1) MEMORANDUM sur les causes de l'impasse de sortie de crise à MADAGASCAR

Copie :

- Président de l'Assemblée générale
- Président du Conseil de Sécurité
- Département des Affaires Politiques
- Office of Legal Affairs of the Secretariat
- General Legal Division

**MEMORANDUM**  
**Sur les causes de l'impasse actuelle de sortie de crise à**  
**MADAGASCAR**

- 1- Considérant que c'est le coup d'Etat commis le 17 Mars 2009 qui constitue indéniablement le point culminant de la crise socio-politique qui paralyse le pays actuellement.
- 2- Soulignant que plus de quatre années après le changement anticonstitutionnel intervenu à MADAGASCAR, le processus de sortie de crise reste toujours dans l'impasse.
- 3- Réaffirmant que tous coups d'Etat dirigés contre un gouvernement démocratique constituent un ***fait internationalement illicite***.
- 4- Considérant que Monsieur Andry Nirina Rajoelina a accédé au pouvoir à l'issue d'un mouvement insurrectionnel.
- 5- Soulignant qu'en vertu de l' **Article 10 des articles sur la Responsabilité de l'Etat pour un fait internationalement illicite** « *le comportement d'un mouvement insurrectionnel qui devient le nouveau gouvernement de l'Etat est considéré comme un fait de cet Etat d'après le Droit International* ».
- 6- Que de même l'article 12 des articles sur la « Responsabilité de l'Etat pour un fait internationalement illicite stipule qu' « *Il y a violation d'une obligation internationale par un Etat lorsque le fait dudit Etat n'est pas*





*conforme à ce qui est requis de lui en vertu de cette obligation, quelle que soit l'origine ou la nature de celle-ci ».*

- 7- Soulignant que l'Etat de droit apparaît comme une obligation internationale suivant laquelle chaque Etat est tenu de respecter toutes les obligations relevant du droit interne et du droit international et que MADAGASCAR a préalablement acceptées à travers la signature de la FR le 16 Septembre 2011, en vue du règlement de sortie de crise.
- 8- Rappelant qu'au Sommet mondial de 2005, MADAGASCAR a renouvelé avec tous les Chefs d'Etat et de Gouvernement, membres de l'ONU son engagement à respecter l'Etat de droit (Cf **A/55/L.2** ; l'**Article 53 de la Convention de Vienne** sur l'application effective des Traités existants)
- 9- Considérant que les violations systématiques des droits de l'homme perpétrées à l'occasion dudit coup d'Etat, les arrestations arbitraires et avérées suivies de détentions abusives des opposants politiques notamment ceux qui sont proches de l'ancien régime et même des civils, ne font que confirmer l'existence d'un coup d'Etat à MADAGASCAR.
- 10- Considérant que les dirigeants de facto ont toujours procédé aux harcèlements et incarcérations des journalistes. Le verrouillage systématique des médias par les autorités de fait est un témoignage manifeste de l'absence de démocratie, de la politique de l'exclusion et de la discrimination, du non-respect de l'Etat de droit.
- 11- L'interdiction de rentrer au pays des dirigeants politiques et des opposants en exil, les censures, l'interdiction des opposants politiques du droit de manifestation, d'expression, les mauvais traitement de nombre de citoyens ne font que justifier la prise du pouvoir par la force perpétrée par une faction de militaires laquelle fait toujours la désaffection de l'opinion publique.
- 12- Considérant que la principale menace qui pèse sur la restauration d'une paix et sécurité durables à MADAGASCAR réside dans l'utilisation unilatérale de la force.
- 13- Considérant que les actes d'agression et de violation des droits de l'homme que la population malgache elle-même qualifie de « terrorisme », risquent d'accroître la tension et de provoquer ainsi des incidents susceptibles de dégénérer en une situation plus grave dans le pays.
- 14- Considérant que le grand banditisme sévit aussi bien en milieu urbain que rural. Que la population vit quotidiennement dans un climat de peur et d'insécurité.



- 15- Considérant que dans ce contexte de violence et de criminalité, les Forces de Police, de la Gendarmerie et des militaires malgaches ont failli à leurs obligations « régaliennes » de protéger la population et leurs biens, en devenant les complices des détenteurs de facto illégaux du pouvoir.
- 16- Considérant que la justice devient l'apanage politique de l'Exécutif. C'est une justice instrumentalisée au service du régime au pouvoir, et qui est loin d'être indépendante.
- 17- Soulignant l'indifférence de certains membres de la Communauté internationale devant l'ampleur d'une telle situation qui pourrait avoir des conséquences imprévisibles sur le processus de sortie de crise et la tenue des prochaines élections.
- 18- Réaffirmant qu'il existe une FR signée le 16 Septembre 2011 devenue Loi nationale No 2011-014 du 28 Décembre 2011, donnant une certaine légitimation aux auteurs du coup d'Etat, qui engage toutes les parties prenantes, qu'elles soient ou non signataires de la dite FR, en cette circonstance exceptionnelle de crise.
- 19- Soulignant que la politique de la transition doit être basée sur la promotion du respect de l'Etat de droit, de la restauration de la démocratie, la bonne gouvernance, la protection et le respect des droits de l'homme.
- 20- Soulignant également que le régime de la transition suppose l'adoption d'une politique basée sur un Accord entre les acteurs politiques malgaches tendant à donner une priorité absolue à la Réconciliation nationale, condition sine qua non pour sortir le pays de l'actuelle impasse politique.
- 21- Soulignant qu'il est important d'appliquer les différentes mesures de confiance et efforts de Réconciliation Nationale prévus dans les articles 16,17,18 et 20 de ladite FR qui sont des éléments essentiels et déterminants du règlement de sortie de crise à MADAGASCAR, et en l'absence desquelles toute tentative de règlement de la crise demeure vaine.
- 22- Considérant que les dirigeants de la transition doivent être à la hauteur de leurs obligations internationales en respectant l'Etat de droit et le droit à la démocratie comme fondement de tout gouvernement démocratique.
- 23- Notant que la soumission à ladite FR est une obligation qui s'impose à toutes les parties prenantes aux fins de mettre un terme à l'illégitimité de l'accession au pouvoir par la force et de l'exercice illégal de ce pouvoir.



- 24- Soulignant qu'en bafouant les termes de cette FR, Mr. Rajoelina ne peut prétendre avoir une quelconque légitimité ni aucun titre pour gouverner le pays.
- 25- Réaffirmant que l'ordre constitutionnel sera rétabli par la seule volonté du peuple et non celle de l'armée ni de la pure volonté d'une seule personne ou d'un seul groupe d'individus. Cette attitude irresponsable rendra certainement irréalisable la Réconciliation Nationale.
- 26- Considérant que depuis le début de la crise en 2009 jusqu'à la signature de la Feuille de route en Septembre 2011, une grande partie de la Communauté Internationale n'a pas voulu prendre les mesures nécessaires contre tous ceux qui sciemment, veulent compromettre l'évolution du processus démocratique imposé.
- 27- Constatant que la CI a préféré agir en ordre dispersé dans la dénonciation de toutes les manœuvres dilatoires et de toutes les violations flagrantes et répétées commises par les détenteurs actuels du pouvoir susceptibles de menacer la paix et la stabilité à MADAGASCAR.
- 28- Considérant que la corruption, le népotisme et le clientélisme n'ont jamais été aussi flagrants que depuis l'avènement de Mr. Rajoelina et de son clan, composé d'affairistes peu scrupuleux, notoirement connus. La crise politique qui perdure accentue davantage les souffrances de la population malgache. Le pays est à la dérive.
- 29- Soulignant que la corruption est bien loin de contribuer au développement durable du pays. En effet, elle décourage les investisseurs et fait courir au pays un risque de marginalisation par rapport à l'économie mondiale. Sur le plan social, la corruption frappe de façon disproportionnée les pauvres et aggrave les différences de revenus.
- 30- Tous ces facteurs sont alarmants et doivent inciter les NU à travers les actions du Conseil de Sécurité à coopérer pleinement avec l'Union africaine et la SADC.
- 31- Considérant que les importants retards dans la mise en œuvre intégrale du processus politique défini dans la FR notamment les retards dans la prise de mesures urgentes et appropriées pour mettre fin à cette situation dans laquelle la population malgache vit dans une souffrance indicible, constituent des obstacles majeurs quant à la sortie de crise à MADAGASCAR.





- 32- Soulignant qu'aucun programme de sécurité ni aucun effort de développement ne peut aboutir s'il n'est pas solidement ancré dans le respect de la dignité humaine.
- 33- Considérant que l'Etat de droit tant préconisé par le régime de Mr. Andry Rajoelina ne correspond pas du tout à la réalité.
- 34- Notant qu'il est difficile de parler de régime de droit et du respect des droits de l'homme à MADAGASCAR. Ce qui existe depuis plus de quatre années c'est un régime militaire qui ne cesse de montrer sa brutalité et d'user abusivement de ses forces : il convoque, arrête et persécute arbitrairement son propre peuple même les civils.
- 35- Considérant que la démocratie se trouve ainsi fragilisée et bafouée puisque l'armée joue un rôle politique important depuis le renversement illégal du Président démocratiquement élu le 17 Mars 2009. Elle est omniprésente en tant qu'acteur politique direct et constitue ainsi un facteur de blocage, sans parler de la prolifération des armes de tous calibres mettant ainsi en danger la stabilité et la sécurité du peuple malgache et de la sous-région.
- 36- Considérant que l'un des principaux obstacles à l'aboutissement de la Feuille de Route tient dans la personne même du Président de la Transition à tous points de vue. Toutes les décisions, y compris les plus anecdotiques, doivent passer par sa personne, ce qui a un effet paralysant sur le fonctionnement politique du régime de la Transition. Il n'y a pas de contre-pouvoir face aux abus d'autorité de l'Exécutif.
- 37- Qu'en conséquence, l'objectif selon lequel on doit créer et garantir un climat de Réconciliation nationale dans un environnement sécuritaire et juridique au pays, ne pourrait jamais être atteint.
- 38- Soulignant que tant que Monsieur Rajoelina restera au pouvoir, il n'y aura aucune avancée vers la Réconciliation nationale ni de progrès concrets sur la voie de sortie de crise, en l'occurrence, le débat-national sur lequel il entend avoir une mainmise totale.
- 39- Constatant de ce point de vue que le fait d'avoir installé des putschistes au pouvoir suite à la signature de la Feuille de route, avec à sa tête le principal commanditaire du coup d'Etat ayant tous les pleins pouvoirs d'un Chef d'Etat élu, s'est révélé être une erreur fondamentale. D'où l'impasse actuelle.
- 40- Faisant ainsi appel au système des Nations Unies afin de considérer la situation de crise à MADAGASCAR comme l'un des défis les plus urgents



auxquels il doit faire face et à continuer d'utiliser tous les moyens qui sont en son pouvoir afin de restaurer pacifiquement l'ordre constitutionnel.

- 41- Soulignant que la Communauté internationale, dans son ensemble, peut y apporter sa contribution à la fois en facilitant la Réconciliation Nationale et en œuvrant pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel en renforçant **la cohésion et la solidarité sociales** pendant la période de transition.
- 42- Considérant qu'il est fort regrettable que la mise en œuvre de la FR est loin d'être parfaite voire difficile pour la seule raison que tous les Accords politiques conclus jusqu'ici constituent tout simplement un moyen de détourner l'application des sanctions internationales à l'encontre des auteurs du changement anticonstitutionnel survenu le 17 Mars 2009.
- 43- Confirmant que tant que la mise en œuvre de la FR n'est pas effective, Mr. Andry Nirina Rajoelina tient toujours son statut d'auteur du coup d'Etat. Aucune légitimité ne peut lui être accordée puisque le pouvoir n'est reconnu que moyennant certains devoirs que le Droit et la Loi lui imposent en contrepartie.
- 44- Considérant, en conséquence, que les pouvoirs des représentants et des membres de la délégation chargée de représenter MADAGASCAR aux travaux de la Soixante-huitième session de l'Assemblée générale qui débutera le 17 Septembre prochain, sont issus d'autorités « sans qualité » étant les auteurs du renversement inconstitutionnel du Président élu démocratiquement.
- 45- Réaffirmant la décision de l'Union Africaine de suspendre MADAGASCAR de l'Union en application de la Déclaration de Lomé relative au changement anti-constitutionnel d'un gouvernement démocratique qui est sans équivoque. ( Cf Voir le document Officiel du Conseil de Sécurité des Nations Unies en date du 23 Mars 2010- S/2010/149
- 46- Exhortant instamment la Communauté internationale dans son ensemble, à renforcer sa prise de responsabilité et son intransigeance face au changement anticonstitutionnel d'un gouvernement démocratiquement élu tout en assurant le respect des exigences politiques souscrites dans la FR.







## Feuille de Route Pour la Sortie de Crise à Madagascar Engagements des Acteurs Politiques Malgaches

### Préambule

Les Acteurs Politiques Malgaches parties prenantes à cette Feuille de Route se sont convenus de prendre les engagements ci-après:

### I. Institutions de la Transition

1. Continuation du dialogue Malgache - Malgache entre les Acteurs Politiques Malgaches pour la formation d'un Gouvernement de Transition d'Union Nationale et l'élargissement de la composition du Congrès de Transition (CT), du Conseil Supérieur de Transition (CST) et de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI);
2. Le processus de transition neutre, inclusif et consensuel devra aboutir à la tenue d'élections crédibles, libres et transparentes à Madagascar;
3. Monsieur Andry Rajoelina est le Président de la Transition. En cette qualité, il exerce les fonctions de Chef de l'Etat;
4. Nomination d'un Premier Ministre de consensus qui va diriger un Gouvernement de Transition d'Union Nationale;
5. Le Premier Ministre sera nommé par le Président de la Transition sur une liste de personnalités proposées par les Acteurs Politiques Malgaches parties signataires de la Feuille de Route. Il est entendu que le Premier Ministre de consensus ne peut être originaire ni de la même province ni de la plateforme politique qui soutient le Président de la Transition;

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including "SL", "NR", "B", "AB", "H", "R", "R", "M", "KZ", and "R".



6. Les Acteurs Politiques Malgaches parties prenantes à cette Feuille de Route sont invités à présenter une liste de personnalités parmi lesquelles le Président de la Transition, sur proposition du Premier Ministre de consensus, nomme les Membres du Gouvernement de Transition. Dans la formation du Gouvernement de transition, le Président de la Transition et le Premier Ministre de consensus s'engagent à opérer une allocation juste et équitable des portefeuilles, en respectant les critères de provenance politique, de représentation de genre et d'équilibre régional. En cas de révocation d'un membre du gouvernement, il sera remplacé par un autre membre de son groupe de provenance politique selon les mêmes règles de procédure de nomination;

7. Pour l'élargissement de la composition des autres institutions de la transition, comme le Congrès de Transition (CT), le Conseil Supérieur de Transition (CST) et la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), les Acteurs Politiques Malgaches parties prenantes à cette Feuille de Route sont invités à présenter une liste de personnalités parmi lesquelles le Président de la Transition nomme les membres de ces institutions. En nommant les membres de ces institutions, le Président de la Transition s'engage à opérer une allocation juste et équitable des postes, en respectant les critères de provenance politique, de représentation de genre, d'équilibre régional, ainsi que l'équilibre de partage entre les Acteurs Politiques Malgaches signataires de la présente Feuille de Route, pour une bonne gestion de la transition;

8. Le Gouvernement de Transition sera chargé de l'administration des affaires courantes du pays et la mise en place des conditions nécessaires pour des élections crédibles, justes et transparentes en coopération avec la communauté internationale. Il s'abstiendra de prendre de nouveaux engagements à long-terme, ceux-ci ne relevant que de la compétence du futur Gouvernement à l'issue des élections;

9. Le Parlement de Transition sera chargé du contrôle du travail du Gouvernement de Transition. Le Parlement de Transition sera aussi chargé de la ratification des ordonnances adoptées pendant la transition, en particulier celles qui concernent le processus électoral, ainsi que de la proposition et de l'adoption de la législation pertinente.

## II. Cadre Électoral

10. Elaboration et mise en œuvre, avec l'appui des experts des Nations Unies, d'un cadre électoral crédible, neutre, transparent et indépendant, fondé sur le respect des droits fondamentaux et des normes internationales, notamment par:

- (a) L'élargissement de la composition de la CENI et la révision de ses tâches essentielles pour assurer une représentation équilibrée de tous les Acteurs Politiques Malgaches parties prenantes à cette Feuille de Route. La CENI devra être chargée d'organiser toutes les élections, notamment les élections législatives, présidentielles et municipales. Disposant des pleins pouvoirs dans la gestion de l'ensemble du processus électoral, la CENI aura la responsabilité d'assurer que les élections se déroulent de manière libre, juste et transparente. Lesdits pleins pouvoirs de la CENI s'arrêtent à la publication des résultats provisoires des élections;
- (b) la révision du Code électoral;
- (c) promouvoir l'adoption et le respect d'un Code d'Éthique et de Bonne Conduite Électorale des Acteurs Politiques Malgaches;
- (d) l'utilisation du système du bulletin unique;
- (e) l'éducation électorale;
- (f) la révision systématique des listes électorales;
- (g) Le calendrier électoral sera déterminé conjointement par la CENI et les représentants des Nations Unies sur la base du rapport de la mission d'évaluation des besoins électoraux des experts nationaux et internationaux et ce pour organiser des élections crédibles justes et transparentes dans les meilleurs délais possibles à Madagascar;
- (h) la distribution au niveau des 119 districts des données et du matériel des centres informatiques régionaux.

11. Une Cour Électorale Spéciale devra être créée à titre exceptionnel et provisoire. Elle sera chargée du contentieux électoral et de la proclamation des résultats définitifs des élections présidentielles et législatives. Le fonctionnement, la composition et la compétence de ladite Cour seront fixés par une loi adoptée par le Parlement de Transition;

12. En vue de mieux assainir l'espace politique malgache, le Parlement de Transition devra adopter de nouvelles lois sur les Partis Politiques et le Statut de l'Opposition;

13. La Société Civile Malgache est invitée à faire l'observation des élections législatives et présidentielles et à interpellier les Acteurs Politiques Malgaches qui transgressent le Code d'Éthique et de Bonne Conduite Électorale. La communauté internationale sera appelée à soutenir le renforcement des capacités de la société civile;

*[Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including "MR", "MB", "3", "RE", and others.]*



14. Le Président de la Transition, le Premier Ministre de consensus et les Membres du Gouvernement sont tenus de démissionner de leurs fonctions 90 jours avant la date du scrutin, s'ils décident de se porter candidat aux élections législatives et présidentielles. Toutefois, afin de pallier à toute éventualité de vide juridique, une loi sera adoptée par le Parlement de la Transition pour définir les conditions de mise en œuvre y afférentes.

### III. Mesures de Confiance et Efforts de Réconciliation Nationale

15. Le Président, le Gouvernement, les Chefs d'institutions et l'ensemble de l'administration de la transition doivent rester neutres dans la période de transition, en particulier dans le processus électoral;

16. Le Président, le Gouvernement, l'ensemble de l'administration de la transition et toutes les institutions de transition doivent s'engager chacun en ce qui le concerne à adopter des mesures de sécurité et de confiance pour créer une atmosphère sereine et apaisée, en mettant un terme aux poursuites judiciaires en cours engagées à l'encontre des membres de l'opposition qui pourraient apparaître comme fondées sur des motifs politiques, et en assurant le respect de l'état de droit et du principe de l'égalité de traitement. Ces mesures de confiance ne peuvent pas concerner les poursuites judiciaires engagées dans le cadre des crimes contre l'humanité, crimes de guerre, crimes de génocide et violations graves des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

17. Le Président, le Gouvernement de Transition, l'ensemble de l'administration de la transition ainsi que toutes les institutions de la transition doivent s'engager à protéger et promouvoir les Droits de l'Homme à Madagascar, et à respecter les libertés fondamentales, notamment la liberté d'expression, d'opinion, d'association et de manifestation, ainsi que la liberté de la presse. L'exercice de ces droits doit être fait en respectant les lois du pays;

18. Octroi d'une amnistie large pour tous les événements politiques intervenus entre 2002 et 2009. Sont exclus de l'amnistie les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, les crimes de génocide et les autres violations graves des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La loi d'amnistie sera ratifiée par le Parlement de Transition et aucune élection ne devra avoir lieu avant cette ratification;

19. Le Parlement de Transition devra adopter une loi sur le Statut des Anciens Chefs d'Etat comme une des mesures clés pour assurer la paix sociale et un climat apaisé au pays. Le Statut d'Ancien Chef d'Etat doit être réservé aux Anciens Chefs d'Etat qui ont décidé de cesser toute activité politique partisane, en tenant compte de la considération due à leur rang passé et de la nécessité de préserver et garantir leur dignité et leur sécurité;

The bottom of the page contains several handwritten signatures and initials in dark ink. From left to right, there is a signature that appears to be 'M', followed by 'P', 'B', and 'SL'. In the center, there is a large, stylized signature that looks like 'A'. To the right of 'A' is another signature that looks like 'J'. Further right is a signature that looks like 'RPF'. At the bottom right, there is a signature that looks like 'M'.

20. La Haute Autorité de Transition (HAT) devra permettre à tous les Citoyens Malgaches en exil pour des raisons politiques de rentrer à Madagascar sans conditions, y compris Monsieur Marc Ravalomanana. La HAT devra garantir la sécurité à tous les exilés malgaches rapatriés. La HAT devra développer et promulguer d'urgence les instruments juridiques nécessaires, y compris une loi d'amnistie, afin d'assurer la liberté politique de tous les Citoyens Malgaches dans le processus inclusif de transition, débouchant sur la tenue d'élections libres, justes et crédibles;

21. Les Acteurs Politiques Malgaches parties prenantes à cette Feuille de Route s'engagent à adopter sans délai un Code d'Éthique et de Bonne Conduite Politique pour régir les activités politiques à Madagascar pendant la période de transition. Ils s'engagent également à respecter ce code;

22. Tous les Acteurs Politiques Malgaches parties prenantes à cette Feuille de Route sont invités à participer de bonne foi au processus de transition. Ils s'engagent également à instaurer un climat de paix et de sécurité pour tous les Malgaches, à éviter l'obstruction du processus de transition et à maintenir une conduite constructive et patriotique pour faire avancer la transition;

23. Aucun Acteur Politique Malgache partie prenante ou non à cette Feuille de Route ne peut ni ne doit s'arroger un droit de veto à l'exécution de cette Feuille de Route durant la période de transition;

24. Tous les Acteurs Politiques Malgaches parties prenantes à cette Feuille de Route doivent refuser le recours à la violence ou la menace d'un tel recours pendant la période de transition. Ils doivent également s'abstenir d'inciter à la haine et de mener toute action déstabilisatrice au cours de la transition;

25. Un processus de réconciliation nationale, dirigé par une institution nationale dénommée le Filankevitry ny Fampihavanana Malagasy (Conseil de la Réconciliation Malagasy) et facilité par la communauté internationale, devra être entamé afin de soigner et commencer à guérir les blessures individuelles et collectives du passé et établir de saines fondations pour l'avenir de Madagascar. La composition, le fonctionnement, la gestion et la compétence dudit Conseil seront établis par une loi adoptée par le Parlement de Transition;

26. Toute personne victime des événements politiques entre 2002 et la date de signature de la présente Feuille de Route qui aurait subi des préjudices de quelque nature que ce soit aura droit à une réparation et/ou indemnisation par l'Etat dont les modalités seront fixées par le Filankevitry ny Fampihavanana Malagasy (Conseil de la Réconciliation Malagasy);

27. Un Fonds National de Solidarité (FNS) sera mis en place afin d'indemniser les ayants-droits et les victimes pour les préjudices subis lors des événements politiques entre 2002 et la date de signature de la présente Feuille de Route. La communauté internationale sera appelée à soutenir ce Fonds;

The bottom of the page features several handwritten signatures and initials in black ink. On the left, there is a signature that appears to be 'B'. In the center, there are initials 'M' and 'P'. To the right, there is a large, stylized signature that looks like 'A' or 'S'. Further right, there is a signature that appears to be 'J'. At the bottom right, there is a signature that appears to be 'M'. There are also some smaller, less distinct marks and initials scattered around these main signatures.



29. Un Bureau de la Médiation de la SADC sera installé à Madagascar pour y soutenir le dialogue Malgache – Malgache et le processus de transition, avec le soutien technique des Nations Unies. La mission du Bureau de la Médiation s'achèvera le jour de l'investiture du nouveau Président de la République, qui marquera la fin de la transition;

30 Les présents engagements annulent et remplacent tous les engagements pris et ou signés antérieurement concernant la transition à Madagascar;

32 Tout conflit dans l'interprétation et la mise en œuvre des dispositions de la présente Feuille de Route sera soumis à l'attention de la Médiation de la SADC pour résolution.

*Après la mise en place effective d'un Gouvernement de Transition d'Union Nationale, du Parlement de Transition et d'une Commission Electorale Nationale Indépendante neutre, inclusive et consensuelle, ainsi que la conclusion d'un accord sur une Feuille de Route pour la période de transition, la SADC et l'Union Africaine appellent fortement la communauté internationale à prendre les engagements suivants:*

34. Reconnaissance internationale du Président et du Gouvernement de Transition de Madagascar, après la mise en place des institutions de transition inclusives et consensuelles;

35. La SADC et l'UA demandent aux partenaires bilatéraux et multilatéraux de Madagascar d'apporter, dans le respect de leurs procédures respectives, leur soutien multiforme aux institutions de transition consensuelles et inclusives, notamment le Gouvernement de Transition, le Congrès de Transition, le Conseil Supérieur de Transition et la Commission Electorale Nationale Indépendante et le Filankevitry ny Fampihavanana Malagasy (Conseil de la Réconciliation Malagasy);

*[Handwritten signature]*

36. La SADC, l'Union Africaine, les Nations Unies, l'OIF, la COI et plus largement tous les partenaires concernés s'engagent à apporter leur soutien politique, technique, matériel, logistique et financier à ce dialogue et à ce processus de transition, pour assurer une transition sans heurt débouchant sur des élections crédibles, libres, justes et transparentes;

37. A cet effet, les Nations unies établiront un bureau d'appui à la Médiation de la SADC dans les efforts de continuation du dialogue Malgacho - Malgache, d'organisation des élections, de réconciliation nationale et de consolidation de la paix;

38. Octroi d'une aide financière, technique, matérielle et logistique au processus électoral;

39. Sous l'égide de l'Équipe de Médiation de la SADC, appuyée par les Nations Unies, la communauté internationale sera chargée du suivi et du contrôle internationaux de la mise en œuvre de cette feuille de route, en collaboration avec les acteurs nationaux et internationaux pertinents;

40. La SADC et l'Union Africaine recommandent que la communauté internationale s'engage à envoyer des observateurs internationaux pour les élections législatives et présidentielles;

41. Suspension et levée progressive et conditionnée des sanctions imposées à Madagascar en fonction de la mise en œuvre des étapes fixées dans cette feuille de route;

42. Les partenaires examineront la possibilité de reprendre leur aide et coopération au développement, humanitaire, financier et économique;

43. En cas de graves violations de cette Feuille de Route les partenaires examineront la possibilité de prendre des sanctions contre les auteurs de ces violations, qu'ils soient ou non signataires de la présente Feuille de Route;

44. Le Médiateur devrait continuer à suivre de près la situation, apporter en tant que de besoin son soutien et sa facilitation aux parties malgaches, et faire régulièrement rapport à la SADC, l'UA et la communauté internationale sur l'évolution de la situation à Madagascar.

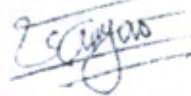
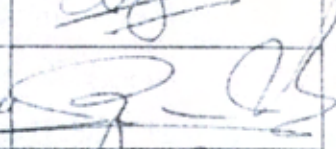
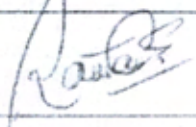
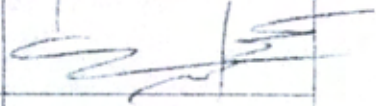
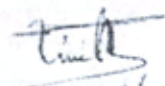
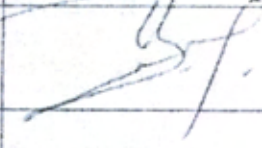
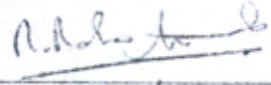


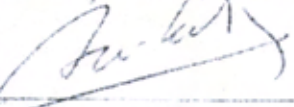
45. L'article 20 de la présente Feuille de route sera lu avec la Note Explicative en annexe qui constituera une partie intégrante de cette même Feuille de route.

.....  
(18 Septembre 2011)

*[Handwritten signatures and initials]*

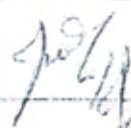
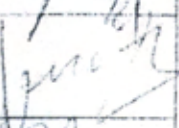

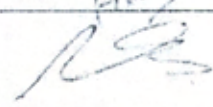




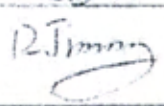


**FEUILLE DE ROUTE POUR LA FIN DE LA  
CRISE À MADAGASCAR  
16 SEPTEMBRE, 2011**

PARTIS/GROUPEMENTS POLITIQUES	REPRÉSENTANTS	SIGNATURES
AREMA	VAO VAO Benjamin	
AUTRES SENSIBILITES	VOMINA HITBY Jean C. L. G. P. U. B.	
ESCOPEL	RAMAUNTSONA R. Benjamin	
HPM	NDAMPINJARY Jean Claude	
MDM	RAJANARIVELU PIERROT	
MONIMA/UAMAD	MONJA ROINDEFU Zafitsimivato	
MOUVANCE RATSIRAKA		
MOUVANCE RAVALOMANANA	RAKOTO ARINJA Remy	
MOUVANCE ZAFY	RAKOTOVAHINY Emmanuel	
TGV	RAKOTONANDRO Ianto	
UDR-C	MARSON Evariste	

**ACTEURS POLITIQUES QUI ONT ACCEPTÉ DE  
SOUTENIR LA FEUILLE DE ROUTE**

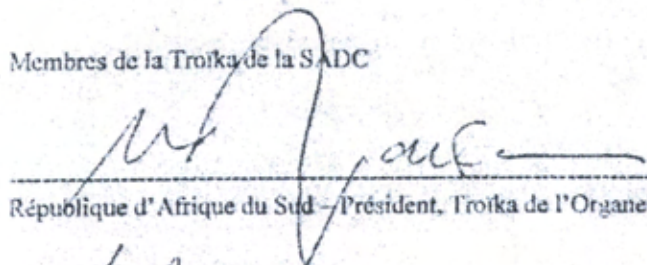
**16 SEPTEMBRE, 2011**

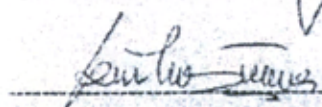
PARTIS/GROUPEMENTS POLITIQUES	REPRÉSENTANT	SIGNATURE
GMHR	Yves Aimé RAKOTOARISON	
TIN	RAHAMANTO Andrianantoandro	
Groupe Centriste	SABAH GEORGET RABEHARISOA	
Parti Republicain	ANDRIANJAN Alain	
RDR-MASCAR	PAUL KPODY	
GISM Groupement de Jeunes de Trois Mousses	MAVSON Dauphin Daniel	
EXOPOLES	RABONJARISSA Pascal	
ESD Madagascar	RABEARIVELON Robinson	
ASSIDU Madagascar	RAITADONOTO Titim	




Témoins:

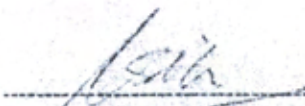
Membres de la Troïka de la SADC

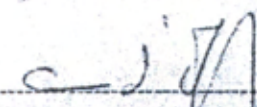
  
République d'Afrique du Sud - Président, Troïka de l'Organe de la SADC

  
République Unie de Tanzanie

  
République de Zambie

En présence des :

  
Représentants de la Médiation

  
Représentants de la Commission de l'Océan Indien

Antananarivo, le 16 septembre 2011



#### NOTE EXPLICATIVE SUR LE PARAGRAPHE 20 DE LA FEUILLE DE ROUTE

Dans le cadre du mandat donné par le Sommet de la SADC tenu à Sandton et réitéré à Luanda le 17 - 18 Août 2011, la Troïka de la SADC propose le texte suivant pour le paragraphe 20 de la Feuille de route :

'La Haute Autorité de Transition (HAT) devra permettre à tous les Citoyens Malgaches en exil pour des raisons politiques de rentrer à Madagascar sans conditions, y compris Monsieur Marc Ravalomanana. La HAT devra fournir la sécurité à tous les exilés malgaches rapatriés. La HAT devra développer et promulguer d'urgence les instruments juridiques nécessaires, y compris une loi d'amnistie, afin d'assurer la liberté politique de tous les citoyens Malgaches dans le processus inclusif de transition, débouchant sur la tenue d'élections libres, justes et crédibles.'

La Troïka souhaite apporter l'interprétation suivante du terme 'sans conditions' énoncé dans les décisions du Sommet de la SADC:

1. Les principes et valeurs de la SADC n'acceptent pas l'impunité. Le terme 'sans conditions' s'applique à la notion de liberté de rentrer à Madagascar pour tous les citoyens malgaches en exil pour des raisons politiques. Cela implique qu'aucune mesure administrative et politique ne devrait être appliquée pour restreindre ou empêcher leur liberté de rentrer au pays.
2. Ainsi, « sans conditions » ne suggère et n'implique pas pour les citoyens malgaches rapatriés une exonération de poursuites judiciaires ou pour des crimes allégués.
3. Les principes et les valeurs de la SADC reposent sur le respect de l'intégrité territoriale et la souveraineté des Etats membres. La SADC reconnaît et respecte la compétence, la légitimité et l'indépendance des systèmes judiciaires de ses Etats membres. La SADC n'a pas le pouvoir de s'ingérer ou d'annuler quelque condamnation judiciaire par le tribunal national de tout Etat membre.

Ppe el  
SADEC





**Fw: Demande de saisine de la Commission de vérification des pouvoirs aux fins de contester les pouvoirs des représentants de MADAGASCAR aux travaux de la 68 ème session de l'AG des NU**

SGCentral to: Margaret King  
Sent by: Jill Annitto

07/08/2013 03:38 PM

From: SGCentral/NY/UNO  
To: Margaret King/NY/UNO@UNHQ,  
Sent by: Jill Annitto/NY/UNO

----- Forwarded by Jill Annitto/NY/UNO on 07/08/2013 03:38 PM -----

From: Jan Eliasson/NY/UNO  
To: SGCentral/NY/UNO@UNHQ,  
Date: 07/08/2013 03:23 PM  
Subject: Fw: Demande de saisine de la Commission de vérification des pouvoirs aux fins de contester les pouvoirs des représentants de MADAGASCAR aux travaux de la 68 ème session de l'AG des NU  
Sent by: Anastasiya Delenda

Not sure if you received the attached.

t

----- Forwarded by Anastasiya Delenda/NY/UNO on 07/08/2013 03:22 PM -----

From: Lalao Harivelo <kmnr.nasionaly@gmail.com>  
To: eliasson@un.org, Jeremic@un.org, feltman@un.org, zerihoun@un.org, zahar@un.org, mocibob@un.org, Sam Ibok <ibok@un.org>, zhangg@un.org, menkerios@un.org, enaun@mrecic.gov.ar, O'brien@un.org, mathias@un.org, axenidou@un.org, usunpublicaffairs@state.gov, zhang@un.org,  
Date: 02/08/2013 06:43 AM  
Subject: Demande de saisine de la Commission de vérification des pouvoirs aux fins de contester les pouvoirs des représentants de MADAGASCAR aux travaux de la 68 ème session de l'AG des NU

Veillez trouver ci-joint une copie de la Feuille de Route de sortie de crise à MADAGASCAR signée le 16 Septembre 2011 devenue Loi nationale No 2011-014 depuis le 28 Décembre 2011 ainsi qu'une demande de la Mouance Ravalomanana adressée auprès de SEM le Secrétaire Général aux fins de saisir la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée Générale des NU pour contester la légitimité du pouvoir du régime de la transition aux motifs évoqués dans le Mémoire « Sur les causes de l'impasse de sortie de crise à MADAGASCAR » que vous trouvez également ci-joint.

Aux menaces qui pèsent sur la paix et la stabilité à MADAGASCAR, la Mouance Ravalomanana réitère une coopération étroite d'une Communauté internationale unie et un système des Nations cohérent en vue d'apporter leur appui et soutien nécessaire en matière politique, de sécurité et de justice.

Executive Assistante  
[kmnr.nasionaly@gmail.com](mailto:kmnr.nasionaly@gmail.com)

Pièces jointes (2) :

(1) Copie de la Feuille de route de sortie de crise signée le 16 Septembre 2011

(1) Lettre de saisine de la CVP adressée à son SEM Ban Ki Moon aux fins faire une objection officielle sur les pouvoirs des représentants de MADAGASCAR à la 68 ème session de l'AG



document 02.pdf CREDENTIALS COMMITTEE FOR 68TH GA SESSION.doc